

Relevé des interventions des membres du CN du 3 juillet 2021

Ce relevé est susceptible de modifications si de nouvelles interventions nous parviennent prochainement.

Hervé Poly – Pas-de-Calais – Non communiquée

Evelyne Ternant – Doubs

Même si le calendrier de la campagne présidentielle nous pousse à le faire, nous ne devons pas tourner la page trop vite de la séquence électorale qui se termine, car il faut en tirer des enseignements sur notre stratégie et nos pratiques politiques.

S'agissant des régions, dont l'élection a toujours été délicate à aborder pour notre parti, nous nous étions fixés au conseil national de septembre dernier trois objectifs :

1- Nous donner une cohérence nationale sur les contenus, à partir du texte de base programmatique intitulé « Ce que nous voulons pour nos régions » et ses 10 propositions phare,

- dont la primauté aux services publics,
- dont la construction, de conférences permanentes sur l'emploi, la formation et la transformation écologique qui visent à faire reculer, avec les luttes, l'emprise du capital sur l'avenir des territoires,
- dont le changement de modèle agricole,
- dont une ambition démocratique rendue urgente par cette nouvelle étape de la sécession civique.

2- Donner de la visibilité nationale à ces propositions, grâce à des initiatives fortes et coordonnées.

3- Appeler au rassemblement des forces de gauche et écologistes en mettant ces contenus au cœur du débat.

Avons-nous tenu ces objectifs ? Mon point de vue est que nous ne les avons pas parfaitement atteints, et qu'il faut en repérer les obstacles .

1- Nous n'avons pas rendues visibles nos propositions régionales dans le cadre d'une campagne nationale. J'en assume ma part de responsabilité, le groupe informel « Régions » s'est mis en sommeil, car les « assidue·e·s » du groupe, nous avons toutes et tous été submergé·e·s par nos campagnes régionales respectives. Cet arrêt du groupe national Régions depuis le mois de janvier nous a manqué, en particulier pour mettre réellement les contenus au centre des rassemblements, comme nous disons à chaque fois vouloir le faire.

J'ai le sentiment que nous avons traité séparément les stratégies électorales et les contenus, et souvent prédéterminé les alliances, avant de négocier les programmes. Certes les conditions sanitaires et le confinement démocratique ne nous ont pas aidés, certes l'incertitude sur la date des élections a pesé, et réduit finalement le temps réel de campagne, mais je crois aussi qu'il y a des tendances lourdes dans le parti à pratiquer ainsi.

2 Nos camarades, et le premier cercle de nos électeurs, sortent de cette séquence dans une certaine incompréhension de ces alliances à géométrie variable selon les régions, entre régions et départements .

Nous avons eu dans beaucoup de régions à choisir entre des options, sous contrainte du choix d'isolement d'autres partis, EELV ou LFI. Nos statuts font des communistes les décideurs des stratégies, c'est bien ainsi. N'ayons surtout pas la nostalgie de l'époque des stratégies prédéterminées au sommet et des négociations centrales: la pression du vote des militants, avec l'éventualité du refus d'un mauvais accord, permet d'obtenir de meilleurs rapports de force locaux, nous l'avons éprouvé en BFC.

Mais ce processus démocratique, qu'on retrouve dans très peu de partis, est exigeant et difficile, car il suppose deux conditions de réussite :

- une construction réellement collective en région, avec du temps, de la transparence sur les accords politiques possibles, afin que les communistes aient toutes les clés en main pour choisir en connaissance de cause, et donner ainsi au vote toute sa légitimité.

- une certaine coordination nationale quand même , pour analyser ensemble le « pourquoi » des choix divergents, pour évaluer collectivement la qualité des accords, en terme de de contenus, de représentation des communistes ,et aussi d'opportunité stratégique.

Ce que nous n'avons pas fait avant et pendant la campagne, il faut absolument que nous le fassions après.

1-Un bilan stratégique

Trois remarques

- la proposition de recherche d'union de toutes les forces au premier tour est-elle efficace derrière des candidatures écologistes qui portent vraiment d'autres priorités que les nôtres ? Au vu des résultats en Paca, ou dans les Hauts-de-France, ou du deuxième tour en Île-de-France, la capacité des écologistes à créer une dynamique de rassemblement à gauche mérite d'être posée.

- Quel bilan faisons-nous de l'alliance avec LFI ? En terme de dynamique électorale, de nombre d'élus, de propositions politiques, de stratégie de rassemblement ?

- Le scénario « indépassable » d'un duel Macron Le Pen et l'injonction à le combattre par une candidature commune perdent de leur évidence, même si l'abstention impose la prudence, et même si les comportements diffèrent selon les élections. Néanmoins, le jeu est ouvert, les rapports de force politiques sont mouvants et cela confirme notre décision de candidature à la présidentielle.

2-Un bilan sur les programmes de « compromis » que nous avons du signer, les uns et les autres dans nos régions, leurs avancées mais aussi leurs manques par rapport à notre projet, et les batailles qui nous attendent : l'ouverture à la concurrence du rail, la régionalisation de la distribution d'électricité, l'industrie, la sécurisation des expérimentations sur la sécurisation de vies dans l'emploi /formation. Nous constatons en BFC combien la question du contenu effectif des conférences permanentes est un point dur: le PS l'imagine comme limitée à la formation professionnelle, séparée de l'économie et de l'emploi. Nous voulons en faire au contraire un espace de délibération et discussion collective sur ces questions.

Comment nous organiser désormais pour exercer une influence en région, partout, là où nous sommes et là où nous ne sommes pas, là où nous sommes en situation d'opposition et là où nous sommes dans les exécutifs ? Comment, là où nous sommes en responsabilité, résister aux dérives libérales probables de certains de nos partenaires, comment aller au delà d'une gestion bienveillante et redistributrice, qui est le socle des programmes de gauche, et pousser les expérimentations sur de nouveaux rapports sociaux ?

Ce sont les questions incontournables, y travailler dans les semaines à venir n'est pas une diversion par rapport à la campagne présidentielle mais nous donnera au contraire des points d'appui.

Pour conclure, deux propositions :

- 1) Il y a de l'intérêt à ce que le groupe national Régions reprenne ses activités, avec des nouveaux élus régionaux, les référents régionaux, des camarades intéressés, pour échanger sur les programmes, les politiques régionales, mutualiser les expériences, mener des batailles communes à l'échelle nationale. Nous avons besoin de cette mise en cohérence nationale, une manière pour nous de résister au mouvement de « Différenciation territoriale » qui peut justement à casser l'intérêt commun.

- 2) Il y a nécessité de soutenir en région l'action de nos élus par la mise en place de réseaux régionaux dans le parti pour que nous puissions déployer une activité politique régionale cohérente et efficace sur les grandes compétences des régions (emploi, formation, transports, lycées). Les comités régionaux, tels qu'ils sont prévus dans nos statuts ne fonctionnent pas bien, ils sont sans doute à repenser. C'est une structuration régionale souple qu'il faut installer, surtout pas une superstructure qui coifferait les fédérations, qui sont l'ossature et la force de notre organisation. Mais nous avons besoin de nous mettre à hauteur d'une organisation politique du pays qui fait des

régions un lieu stratégique pour le capital, pour en déjouer les objectifs et en faire au contraire des leviers de résistance, de constructions et de transformations sociales.

Jean-Marc Durand – Drôme

Je partage globalement le bilan que dresse le rapport introductif de ces deux consultations :

Une abstention record dont le niveau se maintient entre le premier et le second tour traduit une vraie mise en cause des principes démocratiques de notre République. En toile de fond sont posées les questions du lien aux politiques et non à la politique. De même monte la recherche d'un nouveau clivage gauche/droite à relier avec un besoin de sens et de cohérence des démarches et des projets proposés, appuyés sur des propositions, ou reposant sur des leviers clairement identifiés et identifiables.

Sur ce fond, nous assistons à un reflux du RN et à une claque pour LREM. A partir d'une gauche qui maintient ses positions, le PCF renforce son nombre d'élus. Doit être néanmoins soulignée une vraie tendance au dévissage de LFI. Enfin il faut aussi remarquer le résultat beaucoup plus tempéré que ne le laissaient entendre les médias, du bloc écolo.

Les résultats du PCF à ces deux scrutins sont des éléments factuels qui démontrent une vraie capacité du parti à se reconstruire comme nous l'indiquent d'ailleurs les derniers sondages à propos de la présidentielle.

Pour autant, si ces scrutins marquent une avancée incontestable, nous avons toujours des lacunes et un vrai rattrapage à opérer quant à nos pratiques et à notre positionnement vis-à-vis des temps électoraux. Une question demeure par exemple quant au découplage préjudiciable que nous continuons à entretenir entre le contenu de notre projet, nos propositions, et la question des alliances, voire du rassemblement. Les deux rapports présentés symétriquement au CN de lancement de nos campagnes, sur ces deux problématiques, un par Pierre Lacaze, l'autre par Evelyne Ternant, n'attestent-ils pas de cette ambiguïté.

Ce découplage a d'ailleurs parfois frôlé la caricature comme en région Auvergne-Rhône-Alpes, qui contrairement aux bons résultats que le PCF obtient dans plusieurs autres régions, enregistre un vrai échec. Un échec stratégique et un échec politique. Le choix de partir seul avec LFI, sans tenir compte des autres forces de gauche nous permet de ne gagner que 0,14% de plus par rapport à 2015 alors que nous nous présentions seuls. En Auvergne nous perdons beaucoup de voix parfois divisées par deux par rapport à 2015. Au final pour le second tour, nous nous retrouvons en position très inconfortable et du coup nous sommes mal considérés par les autres forces de gauche et écologistes. Ainsi nous ne réussissons à n'obtenir que trois élus communistes alors que nous en avions 7 précédemment avec un groupe autonome. Outre le grand trouble politique semé dans toute la région par la préparation de ces élections régionales avec parfois des fractures très importantes, une grosse question démocratique est posée. Par exemple : certaines fédérations ont vu atterrir sur leur liste de second tour en position éligibles des candidats.es venant d'autres départements, voir d'autres partis politiques comme une candidate LFI en Drôme sans que les secrétaires départementaux en aient en quoi que ce soit été tenus informés. Il en est de même de la constitution d'un groupe commun PCF/LFI à la région qui s'est décidée en dehors de toute consultation des fédérations....

Cela atteste d'un réel besoin d'améliorations de la construction démocratique des choix et des décisions au plan régional. Il y a besoin de beaucoup plus s'appuyer sur un processus collectif et transparent car dans les faits ces décisions dépassent le cadre régional. Ces deux scrutins ont en effet permis de constater qu'il y avait bien une cohérence entre élections départementales et régionales. D'ailleurs on remarquera par exemple que les résultats des départementales en Auvergne-Rhône-Alpes sont assez à l'image de ceux obtenus aux régionales et pour tout dire traduisent une mise en échec de notre parti. L'alliance LFI/PCF en Auvergne-Rhône-Alpes se conclue par la même non réussite de cet attelage que dans les autres régions où il avait été mis en place, mais sans doute avec au final une traduction plus difficile encore en Auvergne-Rhône-Alpes.

Maintenant est devant nous l'enjeu de l'animation politique des régions et particulièrement de notre région Auvergne-Rhône-Alpes puisque j'y appartiens. Cela signifie de réactiver les comités régionaux, de les réunir régulièrement et d'y faire de la politique en établissant le lien essentiel entre élus et responsables du parti notamment des fédérations. Il s'agit certainement aussi de trouver le moyen de construire une cohérence d'intervention de nos élus régionaux sur l'ensemble du territoire à partir de deux ou trois idées force.

Anaïs Fley – *Hauts-de-Seine*

Mon intervention portera essentiellement sur l'abstention alarmante des élections départementales et régionales, particulièrement parmi les plus jeunes générations, mais je voudrais d'abord dire un mot sur les résultats.

Je tiens moi aussi à saluer les camarades qui ont réussi à gagner des sièges aux conseils généraux et régionaux, que ce soient les candidat·e·s ou toutes celles et tous ceux qui ont mené la campagne longue et épuisante qui vient de se terminer. C'est une heureuse nouvelle que représente l'élection de nouveaux conseillers et conseillères départementales·aux et régionales·aux communistes, car nous savons combien cela peut changer la vie des travailleurs et travailleuses qui dépendent des politiques des territoires pour se déplacer, se loger, élever leurs enfants... C'est le cas dans les Hauts-de-Seine, par exemple, où nous avons conservé tous nos 6 conseillers départementaux, sur les cantons de Nanterre, Gennevilliers et Bagneux. Mes pensées s'attardent néanmoins sur les camarades du Val-de-Marne qui, dimanche dernier, ont vécu la perte du dernier territoire où les communistes exerçaient le pouvoir à l'échelle de millions d'habitant·e·s, au sein d'une expérience commune de transformation sociale, où il était possible d'imaginer et de mettre en œuvre de nouvelles manières de faire société, de démontrer le sérieux de nos idées. Je crois que cet événement surplombe les autres, pour notre parti et pour la France. Face à cette défaite immense pour notre parti et notre famille politique, il faut que l'on se mette davantage au travail, pour rebondir, réorienter, relancer notre crédibilité dans les territoires. Merci Christian Favier, merci aux camarades qui ont consacré leur vie au département du Val-de-Marne, et courage aux élu·e·s communistes qui devront à présent mener de rudes batailles dans l'opposition face à la droite antisociale.

Cette défaite dans le Val-de-Marne est sûrement due à de multiples facteurs, sur lesquels je ne m'attarderai pas car je ne connais pas aussi bien la situation du parti que les camarades qui y vivent et militent. En tout cas, il est certain que l'abstention y a occupé une place écrasante. Bien sûr, celle-ci concerne tous les électors, puisque celui de droite s'est également moins déplacé que d'habitude, mais cet essoufflement est sans commune mesure avec celui des quartiers populaires dans leur ensemble. De manière encore plus préoccupante, ce sont 87% des 18-24 ans et 83% des 25-34 ans qui se sont abstenus, alors que ce sont par ailleurs les générations les plus marquées par la conviction d'un changement radical de notre société.

Je ne crois pas que la colère soit la meilleure explication de cette abstention, encore moins chez les plus jeunes. Certes, il doit y avoir de la colère chez ceux qui ont connu les déboires des années 80, jusqu'au mandat de Hollande : pourquoi se déplacer pour faire gagner la gauche, puisqu'à gauche comme à droite les politiques menées sont systématiquement antisociales ? Je ne crois pas que ce soit pareil sentiment qui motive le renoncement massif au vote dans les jeunes générations. Je pense, et je m'appuie sur mon expérience dans les facs pour le suggérer, que pour allumer l'étincelle de l'engagement dans les jeunes générations, il faut pouvoir répondre à des questions simples, comme celle de la manière dont on s'y prend très concrètement pour gagner et transformer réellement la société. C'est avec cette exigence en tête que j'ai mené la campagne comme candidate en Île-de-France, dont le résultat démontre encore une fois qu'il ne suffit pas pour la gauche de s'allier à la dernière minute pour gagner, mais que de telles alliances se construisent sur le temps long pour convaincre les jeunes et l'emporter.

Après avoir discuté avec nombre d'entre elles et eux, et mesuré leur désarroi face à la crise climatique, face au progrès des idées fascisantes, face à l'escalade autoritariste sur les campus et dans la rue, face aux offensives revanchardes des misogynes, je comprends qu'elles et ils veulent

agir de la manière la plus concrète et sensible possible, et que plutôt que de se déplacer en manifestation ou de voter pour la gauche, leur engagement est associatif pour un jeune sur deux. Le défi de la jeunesse n'est donc pas un défi en soi, mais l'aboutissement de notre plus grand défi : comment faire du parti communiste celui de celles et ceux qui veulent transformer radicalement la société, et le faire avec méthode en œuvrant à faire grandir et gagner le mouvement social ?

Emmanuel Dang Tran – Paris – *Non communiquée*

Eliane Assassi – *Seine-Saint-Denis*

Je souhaite d'abord dire qu'on ne peut que se réjouir de l'élection de camarades aux élections régionales et départementales et de nos amis Huguette Bello à La Réunion et Gabriel Serville en Guyane.

Dans un contexte global d'une grande complexité, c'est une satisfaction mais elle est un peu ternie par la victoire de la droite dans le Val-de-Marne. Je n'ai pas la prétention d'en comprendre toutes les raisons mais je sais qu'il s'agit d'une construction et d'une volonté politique qui partent de loin construites par la droite mais aussi par d'autres forces ...

Je veux toutefois saluer nos camarades qui n'ont pas été élu·e·s et particulièrement Christian Favier, un camarade d'une grande valeur politique et humaine et qui a su avec ses équipes d'élus et les personnels départementaux faire valoir pendant des années des politiques publiques marquées du sceau de la justice sociale en faveur de la population et particulièrement de la jeunesse.

Les résultats, comme l'a dit Pierre Lacaze, doivent nous rendre humbles et d'un point de vue national doivent nous interroger afin de préparer l'avenir.

L'abstention est désormais une constante qui tend à s'aggraver ; elle doit absolument faire l'objet d'une analyse ambitieuse et profonde.

Si elle a plusieurs facettes, elle a un dénominateur commun : celui de porter un coup sérieux à notre démocratie.

Visiblement, la souveraineté populaire souffre de ne pouvoir s'exprimer que par le vote alors qu'elle est méprisée en amont et en aval des scrutins.

Quand des colères s'expriment à l'instar de celle des gilets jaunes et qu'elles n'obligent pas nos gouvernants à une prise en considération de ce qui s'exprime,

Quand à la suite du « grand débat » initié par Macron, le fil de ses choix libéraux a continué son chemin,

Quand, à la suite de la Convention citoyenne sur le climat, les propositions sont balayées d'un revers de la main,

Quand la réforme des retraites, dont ne veulent pas des millions de personnes, va refaire surface sans doute par la voie d'un amendement gouvernemental dans le prochain projet de loi de financement de la Sécurité sociale,

Quand la gestion de l'épidémie de Covid met à jour de graves dysfonctionnements sociaux et économiques,

Quand le débat électoral dévie sur des sujets clivants qui nourrissent de la polémique plutôt que sur des enjeux rassembleurs et en lien avec la nature des scrutins,

Quand l'action des Collectivités territoriales n'est plus visible tant elle est devenue incompréhensible à force de réformes qui leur font perdre leur autonomie et que la démocratie représentative s'en trouve impactée d'autant que la démocratie participative a du mal à trouver sa place,

Quand la gauche montre un semblant d'accord alors qu'elle peine à promouvoir une alternative et qu'elle se divise une fois le scrutin passé

... et je m'arrête là car je pourrais rajouter d'autres « quand »...,

Et bien le vote perd de son sens, de son utilité et n'est plus vécu comme un droit.

Cela conduit inévitablement à une fracture entre une grande partie du peuple et ceux qui nous gouvernent, entre le peuple et les élus y compris celles et ceux de proximité.

Au final, même si le RN recule et que LREM n'avance pas, c'est la droite qui gagne.

La question du pouvoir, de son partage, d'une refonte des institutions est donc posée et nous serions bien inspirés de nous en saisir, d'y travailler pour les inscrire au cœur de notre projet politique. L'abstention n'est pas un phénomène passager, c'est un acte politique qui se structure et qui ne sera pas résolu par des artifices comme le vote par correspondance ou par internet mais par un retour de pratiques politiques et militantes, par des débats d'idées ce qui, pour ce qui nous concerne, doit nous obliger à nous occuper des communistes, de nos organisations en leur donnant tous les éléments pour qu'ils puissent s'inscrire dans un processus de conquête et de reconquête. En la matière, nous avons des savoirs et des savoirs-faire qu'il convient de mieux faire partager.

Raphaël Debu – Rhône – *Non communiquée*

Cécile Dumas – Val-d'Oise – *Non communiquée*

Franck Mouly – Seine-et-Marne

Deux ou trois choses : à propos des résultats électoraux et sur le sens donner à une candidature communiste.

Les faits sont têtus. Non, les derniers résultats électoraux ne font pas apparaître une « progression inédite du PCF » pour reprendre les mots de « CommunisteS », mots qui s'inscrivent dans la même ligne que le rapport de Pierre Lacaze effectivement emporté par son enthousiasme.

Personne au Parti ne se réjouit des mauvaises nouvelles, ou ne s'attriste des bonnes, mais si nous voulons traiter nos problèmes et rebondir, nous devons nous efforcer de regarder la réalité en face. Il y aurait une progression du nombre d'élus. C'est surtout un sujet de débat, tant nos candidates et candidats étaient dilués dans des ensembles et stratégies à géométrie variable. Mais posons-nous la question : à quoi le devons-nous ?

Si partout l'implication et l'engagement de nos candidats et candidates doit être soulignée, difficile de prétendre que le résultat parfois bon qu'ils obtiennent résulte de notre seule attractivité, de celle de nos propositions.

Dans quelques régions, cette visibilité était effectivement assurée, notamment celles dans lesquelles la tête de liste est revenue à un communiste, dans le cadre d'un rassemblement avec la France Insoumise. La Normandie dans laquelle Sébastien Jumel a approché le score à deux chiffres, en progrès sur 2015, et en Auvergne Rhône Alpes avec un score plus modeste. En Île-de-France cette visibilité était également assurée, dans la continuité de ce que les communistes ont construit, et surtout à partir d'un projet véritablement transformateur.

Partout ailleurs, c'est à la faveur d'unions plus larges que nous voyons notre nombre d'élus augmenter, et en nous ralliant à des majorités sortantes dont nous avons vu qu'elles profitaient d'une prime systématique, à gauche comme à droite. Dans des attelages largement dominés par un Parti socialiste parfois Macron compatible, on voit mal comment ce choix stratégique et ce résultat auront aidé le PCF à ne pas être effacé, ou confondu avec des orientations qui ne sont pas les siennes. En 1998, c'est une stratégie de cette nature qui avait permis au PCF de reconquérir des positions, une reconquête en trompe l'œil qui fût pourtant suivi du naufrage de 2002.

Par contre, un enseignement qui semble se confirmer dans la continuité des municipales avec les pertes de villes de premier plan, c'est bien notre capacité à être une force pivot, centrale dans le débat public qui est malmenée par les résultats, tout particulièrement ceux que nous obtenons dans nos « bastions » comme l'Allier ou le Val-de-Marne.

Donc, pas de triomphalisme, et ce d'autant plus que dans un contexte d'abstention considérable, résultats et majorités ne sont le fruit que d'un très faible nombre de voix, celles des plus mobilisés et des militant·e·s, faible échantillon qui empêche de tirer de solides conclusions, en particulier pour les échéances de 2022.

Justement, je dis un mot pour conclure sur 2022. Puisque dans cette campagne des régionales et départementales, on a plus entendu le PCF pour sa candidature à la présidentielle que pour nos contenus dans ces campagnes.

Les communistes ont choisi d'utiliser une candidature communiste pour exister dans la campagne de la présidentielle. La logique reste discutée dans le parti, mais on peut au moins en comprendre le sens si effectivement cette candidature sert à mettre en mouvement dans le débat public, des idées qui caractérisent notre combat.

Je veux prendre deux exemples. Les communistes se prononcent pour la liberté de circulation, non pas celle des capitaux mais celle des hommes et des femmes.

C'est une position juste, une position communiste. C'est aussi une position originale, qui nous distingue de toutes les forces, même à gauche, et qui justifie que nous l'énoncions avec clarté.

Par conséquent on est en droit de s'interroger. Pour quelle raison a-t-on porté une position différente dans cette campagne qui commence, celle se proposant de raccompagner à la frontière les étrangers en situation irrégulière alors que, dans leur militantisme quotidien, les communistes n'ont de cesse de les protéger de ceux qui cherchent à les expulser.

C'est peut-être une erreur, mais ce n'est pourtant pas le seul changement de pied. Pourquoi faire ainsi de la « sécurité » un axe central de ce début de campagne, et surtout dans ces termes, en assumant par exemple la promotion des peines de 30 ans pour atteinte aux « détenteurs de l'autorité », position qui nous confond ainsi avec des positions populistes que nous combattons. Rien de bon ne peut sortir d'une telle stratégie. « Le courage, c'est de chercher la vérité et de la dire ». La boussole de Jean Jaurès doit rester la nôtre en toutes circonstances.

Portons nos propositions, celles que nous serons seuls à porter, comme cette autre originalité, celle de ne pas baisser les bras, et d'œuvrer inlassablement au rassemblement des forces qui veulent contribuer au changement.

Laurence Cohen – Val-de-Marne

Comme vous toutes et tous, je me réjouis de l'élection de plus de conseillères et conseillers départementales aux et régionales aux communistes qui seront autant de points d'appui pour les populations. Mais je pense qu'on a besoin de plus de temps pour analyser ce qui s'est passé en profondeur. Ainsi le gain de conseillers régionaux se fait au sein de listes d'union, quant aux conseillers et conseillères départementales aux, ils sont souvent en binôme avec d'autres forces de gauche.

Mais l'enseignement majeur, c'est l'abstention record qui est un coup dur pour la démocratie. Les femmes et les hommes politiques sont gravement remis en cause, tout comme l'utilité d'aller voter. Il y a une crise de confiance à l'égard des partis politiques sans exception, des syndicats... Les institutions sont à bout de souffle avec une exacerbation du présidentielisme qui balaye tout sur son passage. Hélas, notre parti s'est laissé piégé lui aussi.

Durant toute la campagne des régionales et des départementales, les médias n'ont que fort peu parlé de l'apport de ces collectivités pour la vie des gens. Le soir même des résultats, les journalistes interrogeaient leurs invité·e·s sur leurs éventuelles candidatures à la présidentielle ! On a besoin d'affirmer plus que jamais, l'importance d'une 6ème République.

Dans ce contexte, le conseil départemental du Val-de-Marne est passé à droite. C'est un très mauvais coup, d'abord pour les habitant·e·s mais également pour l'ensemble des communistes. Car les politiques menées étaient notamment la démonstration de l'utilité d'avoir des élu·e·s communistes, et je ne suis pas certaine que tout le monde, dans nos rangs, l'ait bien mesuré.

Il ne faut pas simplifier l'analyse des résultats du Val-de-Marne à la lumière d'une stratégie qu'on veut conforter ! L'affrontement dans notre département a toujours été un affrontement droite/gauche et cette fois-ci plus que jamais. Nous avons réussi, depuis plus de 20 ans, à résister à l'affaiblissement du parti, notamment en conservant la quasi totalité des villes que nous dirigions. Cette résistance n'a jamais fait l'objet d'une réflexion particulière au niveau nationale, ce qui est fort dommageable !

Lors du 1er tour des départementales, nous avons réussi à départementaliser les enjeux, ce qui nous a permis d'être au coude à coude avec la droite, nous donnant de grands espoirs pour le second tour. Malheureusement, au second tour la dynamique de Valérie Pécresse aux régionales a dominé, lui permettant d'ailleurs de gagner 9 points tandis que la gauche rassemblée en perdait 1. Et c'est cette

dynamique qui a modifié la donne, nous faisant perdre 3 cantons au profit de la droite. Je rappelle, afin d'éviter toute interprétation abusive, que le canton de Vitry perdu, l'a été au profit des Verts. EELV porte une très lourde responsabilité dans la perte du département, il n'y a qu'à lire leur déclaration pour le constater, pas un mot de regret sur ce changement de majorité aux lourdes conséquences !

La bataille menée par les communistes du Val-de-Marne a été très dynamique, offensive et je veux remercier toutes celles et tous ceux qui, entre les 2 tours sont venus nous prêter main forte. Mais cet élan n'a pas suffi. Jusqu'au bout, nous avons mené la bataille, y compris jeudi dernier lors de l'élection du nouveau président du conseil départemental. Quelle émotion de voir, sur le fronton de la préfecture, MERCI CHRISTIAN ! Même si la droite s'est empressée de faire retirer ce bel hommage, des agents territoriaux, totalement mérité.

Christian Favier est un homme politique tel qu'on en voit peu, un élu communiste de terrain, bien éloigné des jeux politiques, un élu qui a mis en œuvre des politiques sociales, environnementales innovantes. C'est une belle personne politiquement et humainement. Son apport et sa capacité de rassemblement sont considérables et doivent être pris en compte par toutes et tous. Il a réussi avec Pascal Savoldelli, président du groupe durant de nombreuses années, à faire en sorte qu'il y ait une candidature de « Val-de-Marne en commun » face à celle de la droite pour la présidence et que cette candidature communiste recueille la totalité des voix de gauche 22 contre 28.

La détermination des communistes de la fédération du Val-de-Marne reste intacte, nous sommes dans un esprit de reconquête de nos villes et de notre département ! Il faut le dire et le redire jusque sur les plateaux de TV.

Hadrien Bortot – Paris – *Non communiquée*

Amadou Deme – Essonne – *Non communiquée*

Gilles Gourlot – Seine-Saint-Denis – *Non communiquée*

Adrien Tiberti – Paris

Quelques remarques sur les questions qui nous sont posées :

1) l'abstention

- le renforcement du caractère présidentiel de la Ve République fait perdre beaucoup de pouvoir aux collectivités locales surtout dans un contexte où les gouvernements successifs asphyxient financièrement ces mêmes collectivités. Nous le dénonçons avec raison mais cela peut avoir comme effet collatéral de convaincre de larges masses de la population du faible intérêt des élections locales.

- les analystes autorisés, ceux qui squattent les plateaux télé, font de l'abstention une manifestation de colère. C'est habile car cela détourne massivement les jeunes et les catégories populaires du vote alors que l'abstention n'a qu'un effet réel : donner plus de poids à ceux qui vont voter notamment la bourgeoisie.

- les populistes (et singulièrement le RN mais pas seulement) ont souffert de leur discours anti-institutionnel. En effet, les électeurs et électrices ont appliqué ce rejet à ceux-là et celles-là mêmes qui tiennent ce discours et sont pourtant bien présents dans les institutions depuis longtemps. Le vote RN fonctionne ainsi comme un sas vers l'abstention, le discours populiste fabrique de l'abstention.

Il est important de dire que le RN connaît un fort recul (même si le danger est toujours là pour l'an prochain) car c'est d'abord une vérité indubitable et car c'est un moyen de détourner les électeurs·rices de ce parti dont il faut instiller l'idée qu'il ne sert à rien et ne peut gagner.

2) nos résultats

- certains camarades cherchent à transformer une victoire en défaite. Alors rappelons les chiffres : nous passons de 29 à 61 élu·e·s régionaux·ales et de 144 à 161 élu·e·s départementales·aux. La perte douloureuse du Val-de-Marne ne doit pas tout emporter dans nos analyses. Nous progressons, c'est un fait. Et pour gagner des voix dans d'autres scrutins il est important de sortir de notre tropisme dépressif et de valoriser nos victoires.

- On dit : oui mais nous disparaissions dans des rassemblements. Il se trouve que c'était déjà le cas en 2015, 2010, 2004 et avant. Par contre nous passons majoritairement de listes de « petite gauche » à des listes de large rassemblement à gauche.

- Il faut mesurer l'importance de notre apparition (Ille-et-Vilaine, Mayenne où c'est une première depuis 1920!) ou de notre réapparition après des décennies d'absence (Alsace depuis l'avant guerre, Doubs depuis 1987 par exemple). La couverture dans la presse locale de ces victoires est très positive. Cela redonne du sens au vote communiste dans des régions où notre présence était considérée par tous comme anecdotique.

L'intervention très digne de Laurence Cohen nous permet de commencer à réfléchir à la reconquête du Val-de-Marne. Ainsi pour y contribuer, regardons qu'à Champigny nous perdons les deux cantons d'environ 500 voix chacun. Or sur la ville, au second tour nous n'avons que 5 voix de retard contre 1364 voix de retard il y a un an aux municipales. Nous mesurons que la perte du département est liée également au redécoupage de 2015 et que le travail des camarades pour la reconquête a déjà commencé.

Frédéric Boccara – Hauts-de-Seine – *Non communiquée*

Bora Yilmaz – Meurthe-et-Moselle – *Non communiquée*

Dominique Boué – Indre

Élections :

Dans la région centre Val de Loire :

+ 2 élus départementaux dans le 45 et +1 dans le 18

+ 6 élu·e·s régionales·aux dans un contexte difficile avec rupture de mandat, d'expérience et de manque de vie PCF régional.

Pour les 6 ans à venir veiller dans les régions à un travail élu·e·s avec le PCF et sa richesse militante.

Face au schéma politique de guichet aggro-pays/Région/Europe avec des mises en concurrence, faire prévaloir des logiques de politiques cohérentes globales pour l'ensemble des territoires.

Sur l'abstention :

Un constat dans l'Indre, les différentes forces de gauche sont dépouillées en forces militantes. Le PCF, dans un département où nous sommes faibles, a été celle qui présentait le plus de candidatures. La gauche sans projet commun cohérent n'a pas été crédible.

Notre objectif doit être de remettre la question démocratique, en lien avec l'utilisation des richesses produites, au cœur des débats. Il faut remettre la question de la construction populaire d'un projet et de propositions avec les citoyens et citoyennes en s'appuyant sur un renforcement du PCF.

En ce sens, le système présidentieliste en place est un verrou à faire sauter.

Une bataille pour la ré-inversion du calendrier électoral, en même temps que pour une proportionnelle, pourrait être une bataille politique immédiate sur la question démocratique et donc l'espoir d'une issue politique.

Aline Guitard – Rhône

Quelques mots sur l'abstention qui, partout en France, atteint l'au-delà de la cote d'alerte. Aucun parti ne parvient à enrayer le rejet du vote, la méfiance face au politique, au fonctionnement des institutions, les désillusions des 30 dernières années, l'idée que l'associatif serait plus utile ... Il va nous falloir travailler ce sujet avec plus de force que nous ne le faisons depuis des années et sans

attendre l'élection suivante pour comprendre les mécanismes, les causes et surtout les moyens d'en sortir.

Sur la Ville de Lyon, par exemple, un phénomène sera à regarder de près sur l'entre-deux tours où une part importante d'électeurs et d'électrices ne revient pas au 2^e tour (et notamment une part d'électeurs du FN) quand d'autres ne se mobilisent qu'au second tour. C'est-à-dire qu'on a des milliers de gens qui trouvent encore sens au vote mais pas de façon systématique y compris sur une seule élection...

Sur ces régionales maintenant. Nous avons acté collectivement en Auvergne-Rhône-Alpes une stratégie qui avait pour but :

- de regagner nos sortant·e·s

- de mener une campagne en portant quelques axes forts, des compétences régionales certes, mais qui permettent d'identifier les communistes sur des sujets clairs : avec en particulier, l'emploi, les transports et la santé.

L'accord choisi par les communistes semblait rendre ces objectifs atteignables. La réalité a été autre. Et il nous faut prendre le temps, au-delà de cette journée de conseil national, d'analyser et de tirer des conséquences pour l'avenir.

Côté campagne, j'ai entendu les reproches de camarades qui étaient dans une région tirée par EELV... Pour Auvergne-Rhône-Alpes, les camarades lyonnaises et lyonnais sont aussi sévères. Ils mettent en avant une campagne « nos régions ont du talent » qui ne nous a pas permis d'être identifié·e·s sur les axes forts que nous avions ciblé, en CN et comme en conférence régionale.

Certes, le contexte Covid a compliqué les choses mais il ne suffit pas à tout expliquer et il nous faut collectivement interroger les choix de thématiques et d'actions, mais aussi la façon de fonctionner au sein des équipes de campagne, au sein du parti, à l'échelle d'une immense région où la cohésion n'a pas été faite, y compris au sein de notre liste.

Côté élu·e·s : nous avons signé un accord qui mettait LFI et le PCF à égalité sur les listes et ainsi sur les élu·e·s. C'est un premier point à avoir à l'esprit pour l'avenir, quand on sait que les alliés n'avaient aucune assise locale ou régionale.

Au final, nous faisons à peine plus rassemblés que seuls en 2015 (et si on regarde 2019, le total PCF/LFI perd +de 6500 voix), et si le pourcentage monte faiblement, c'est par l'augmentation du taux d'abstention car nous perdons évidemment 40 000 voix sur la région.

À Lyon, dans ce contexte général de perte de voix dans la région et dans le département du Rhône, nous en gagnons 210 par rapport à 2015. Cela peut sembler peu. Mais, comme l'a dit Hervé Poly, en y regardant de plus près, nous constatons que les voix gagnées le sont là où notre activité, notre implantation est réelle. Là où les militants et militantes sont visibles et présent·e·s toutes les semaines, là où nos élu·e·s ont une activité visible et identifiée. Par exemple, c'est +175 voix dans le 7^{ème} où une cellule jeune, dynamique fait des adhésions régulières et travaille avec un élu identifié et qui rassemble... à l'inverse c'est -90 dans le 8^e où nous avons une activité qui ne reprend que depuis quelques mois après des années sans rien et où les quelques militants LFI de la ville avaient pourtant concentré leurs actions car ils y avaient une candidate et y ont des élu·e·s municipales·aux...

De même sur Villeurbanne (2^e ville de la Métro) où la perte de voix n'est que de 31... alors que la participation est en chute vertigineuse. Là aussi, il s'agit d'une ville où les militants et militantes et les élu·e·s communistes ont une activité régulière, un lien fort avec les habitant·e·s, une visibilité réelle.

Pourtant nous nous retrouvons sans aucun élu communiste issu des 59 communes de la Métropole au terme du second tour. Dans le cadre de l'accord, les 6 élu·e·s PCF/LFI (qui remplacent les 7 élu·e·s communistes sortants dont 1 élu métropolitain...) sont issu·e·s d'Isère, du Puy-de-Dôme, de la Loire ... et AUCUN de la Métropole de Lyon !

Si nous comprenons bien ce qui a présidé, côté EELV et PS, à l'effacement des forces communistes métropolitaines à la Région... le fait qu'ils y soient arrivés doit nous interpeller collectivement et être une source d'inquiétude pour l'avenir, notamment dans la perspective des législatives où

l'objectif du Rhône est, entre autre, de retrouver un député ou une députée sur la 14ème circonscription.

Christian Picquet – Haute-Garonne

Nous entrons dans une situation totalement incertaine, aussi ouverte qu'éminemment dangereuse. Nous avons besoin d'une réflexion approfondie sur ses nouvelles coordonnées.

L'abstention ne peut être simplement qualifiée, au choix, de « crise démocratique » — la crise de la démocratie remonte aux origines du processus de la globalisation capitaliste —, de réaction « d'indifférence » de l'électorat — nous avons pu mesurer, dans la dernière campagne, qu'il continuait à exister, dans les profondeurs du pays, un appétit de débat politique —, ou encore de « grève des urnes » — on voit mal comment un phénomène qui aboutit à s'exclure de la délibération citoyenne serait la marque d'une conscience du besoin de rupture avec l'ordre en place. Si on relie cette abstention aux phénomènes du même type relevés à l'occasion de la dernière présidentielle comme des dernières municipales, qui s'avéraient déjà inédits pour de tels scrutins, et si on la compare à l'absentéisme massif enregistré lors de la dernière session des élections professionnelles dans le privé, nous avons plutôt affaire à une crise historique de la légitimité de toutes les formes de la représentation politique, sociale, institutionnelle.

Cette crise vient de loin.

Elle plonge ses racines dans la contre-révolution néolibérale. Celle-ci a déchiré les liens sociaux et les réflexes de solidarité. Elle a vidé de substance la démocratie et désintégré politiquement les principes de la République. Elle a reconfiguré les institutions au profit des métropoles et des régions (au détriment des instances de proximité que sont les communes et les départements). Elle a réorganisé l'État, afin de répondre aux nouvelles exigences du capital, en le privant de ses missions de protection des populations. Elle a également provoqué un profond sentiment d'humiliation lorsque la crise épidémique a mis en évidence les reculs de souveraineté de la nation sur les plans industriel, alimentaire ou sanitaire.

Cette nouvelle donnée, il nous faut désormais l'apprécier comme structurelle, donc durable.

Elle a pour principal effet de fracturer la France en deux : celle qui vote encore (un tiers des électeurs inscrits), et celle qui ne vote plus. Les lignes peuvent évidemment fluctuer ; l'abstention, par exemple, n'obéit pas nécessairement aux mêmes motivations, selon qu'elle se manifeste dans le monde du travail, les classes populaires et la jeunesse, ou qu'elle émane de milieux diplômés plus protégés des ravages de la globalisation marchande et financière.

Dans un pays comme le nôtre, qui n'a pas les mêmes traditions que les États-Unis, une telle fracture augure de convulsions majeures.

D'ores et déjà, la coïncidence entre l'absentéisme électoral et les résultats de la séquence des régionales et des départementales (pour ce qui est de l'électorat qui a voté) rebat totalement les cartes pour 2022, et au-delà.

Je ne veux pas ici entrer dans les détails. Cela dit :

- la concomitance entre les échecs de LREM et du RN brise l'inéluctabilité d'un duel Macron-Le Pen au second tour de la présidentielle ; ce qui ne doit toutefois pas nous amener à croire en un effondrement de l'extrême droite, rien n'indiquant qu'elle aurait perdu le noyau dur de son électorat dans le cadre d'une consultation nationale ;
- du point de vue de la classe dominante, le pouvoir macronien n'est plus nécessairement la solution lui permettant d'intensifier son offensive contre le monde du travail ;
- le clivage droite-gauche étant redevenu un élément structurant du paysage politique, sans qu'une perspective crédible ne se fasse jour à gauche, c'est la droite qui redevient une solution de pouvoir possible, pour peu qu'elle résolve sa crise de projet et de direction.

Je veux insister sur un point. Comme dans toutes les situations de cette nature qu'a pu connaître notre pays, la bourgeoisie est manifestement à la recherche d'une issue de type bonapartiste.

Par là, je veux parler d'une issue prétendant trouver une nouvelle légitimité politique dans un rapport qui se voudrait direct avec le peuple, et dans un projet conjuguant autoritarisme et

démagogie sociale destinée à capter les secteurs qui se sentent exclus des mécanismes de représentation. C'est d'ailleurs le créneau que veut occuper Xavier Bertrand.

Dans ce contexte, il est évident que la gauche n'est pas sortie de sa crise de perspectives, et qu'elle n'apparaît pas comme une alternative à la crise française. Elle n'en voit pas moins sa situation se rouvrir. L'idée d'une recomposition d'un axe « social-écologiste » autour d'EELV vient de subir un échec, dès lors que les candidats écologistes, là où ils tiraient des listes aux régionales, n'ont bénéficié que d'une dynamique limitée. La social-démocratie, qui a pleinement profité de son enracinement territorial, du moins aux régionales, va tenter de se reconstruire autour de sa propre candidature à la présidentielle. Et, s'agissant de La France insoumise, les choix stratégiques de Jean-Luc Mélenchon dans la dernière période ont causé des dégâts probablement irréversibles : aux yeux d'une partie importante de l'électorat de gauche, l'image de LFI s'avère profondément dégradée.

Dans ces conditions, notre parti voit plutôt confirmée sa volonté de reconquête du monde du travail, des classes populaires et de la jeunesse, grâce à l'affirmation d'un projet de rupture avec la domination du capital.

Sans doute, nous faut-il faire preuve d'humilité. Le Parti communiste français a connu des déconvenues et même subi un revers national grave avec la perte du conseil départemental du Val-de-Marne.

Pour autant, les chiffres sont parlants. Dans cette séquence électorale, et en réalité depuis les européennes de 2019, nous avons reconquis une certaine visibilité sur la scène nationale. Nous venons, avec les gains d'élus dans les régions et notre retour dans plusieurs départements, de nous redéployer dans la carte électorale du pays. Et nous avons su mettre en mouvement notre principal capital politique, à savoir notre force militante, dont même nos partenaires ont dû saluer l'engagement.

Ce sont des atouts au moment où nous allons entrer dans une nouvelle phase de la campagne autour de Fabien Roussel pour la présidentielle.

Notre grand défi est maintenant de savoir articuler nos réponses aux crises sociale et écologique, qui vont sur-déterminer le débat politique, avec des réponses pertinentes à la question démocratique.

On ne peut ici se réduire à un discours d'incantation à une VI^e République.

C'est autour de propositions très concrètes concernant les nouveaux pouvoirs et les nouvelles institutions à conquérir, de l'entreprise à l'État, qu'il va falloir construire notre démarche et structurer notre bataille, de la présidentielle jusqu'au pacte d'engagements législatifs communs.

Jacques Maréchal – Moselle – *Non communiquée*

Pierre Laurent – Paris

La séquence politique dans laquelle nous entrons au lendemain des élections départementales et régionales nous invite à faire preuve d'humilité dans l'analyse des résultats, car nous sommes confrontés à un paradoxe : nous sommes légitimement satisfaits de gagner de nouveaux élu·e·s dans plus de régions et de départements, et en même temps la situation politique générale reste alarmante ainsi que les perspectives pour les échéances de 2022, qui demeurent préoccupantes pour le pays.

Sur les résultats, il y a, dans un contexte d'abstention et de recul du RN, tout à la fois des gains satisfaisants, des inégalités qui méritent d'être regardées, et une perte douloureuse pour notre influence nationale dans le Val-de-Marne. Les camarades du Val-de-Marne procéderont bien sûr à une analyse approfondie et aux possibilités de reconquête, mais ce revers constitue pour nous un événement national. Je vois aussi trop peu souvent pris en compte les modes de scrutin dans l'analyse des accords électoraux que nous avons passés.

Le fait majeur de cette séquence électorale est pour moi l'approfondissement de la crise politique et démocratique : le fossé s'est encore creusé entre les attentes qui s'expriment dans le pays et l'état actuel des réponses politiques. Tant que durera cette crise, elle rendra difficile les changements politiques que nous souhaitons. En effet, cette situation laisse de plus en plus de pouvoirs aux forces dirigeantes, la droite est la grande gagnante et cela habitue dangereusement en miroir les

forces populaires à se désintéresser des pouvoirs à conquérir dans la société, notamment dans les institutions et les collectivités.

Deux éléments caractérisent cette crise : le premier, c'est la confiscation sans précédent des pouvoirs et de la démocratie que les décisions du pouvoir et de Macron aggravent tous les jours ; c'est un changement autoritaire de régime qui s'opère sous nos yeux. Le deuxième, c'est l'absence d'espoir et de perspective progressiste.. L'immense majorité de nos concitoyen·ne·s ne voit pas d'issues ni de possibilités démocratiques de remporter des victoires à partir de leurs aspirations. Ne nous y trompons pas, cela n'est pas compensé par les luttes car cela pèse aussi durement sur celles et ceux qui luttent. Nous devons travailler à lever ces obstacles majeurs dans la perspective de 2022, sinon cette période aggravera ces deux dimensions de la crise politique. La présidentialisation dénaturera encore le sens des combats à mener et soumettra les élections législatives à sa logique en effaçant toute nécessité de construction alternative et unitaire majoritaire. Et en termes de perspectives, c'est pour le moment le bloc composé de la droite et de l'extrême droite qui a la main en vue des échéances de 2022. La gauche est toujours dans une situation d'insuffisance criante de projet, en termes de contenus comme en termes d'unité.

Nous avons besoin d'initiatives sur ces deux points: sur le projet, en mêlant notre capacité de propositions communistes et nos efforts pour de nouvelles constructions unitaires à même de faire entrer dans la vie ces propositions. C'est le sens du pacte d'engagements législatifs dont nous avons affirmé la nécessité lors de la conférence nationale, mais que nous ne travaillons toujours pas comme une priorité politique. Or, il ne s'agit pas de faire émerger un accord législatif de « dernière minute », mais de faire émerger les axes d'un projet à potentiel majoritaire dans la société. C'est en lien avec cet effort que la question des élections législatives doit être traitée dès le prochain CN du mois de septembre.

Sur la crise démocratique, nous devons reprendre l'initiative sur la question en revendiquant le changement de République et de régime démocratique. Nous devons être identifiés comme le parti qui veut rendre le pouvoir aux gens en reconstruisant avec eux une démocratisation nouvelle de la République. Les forces disponibles pour travailler en ce sens sont nombreuses car la souffrance démocratique est ressentie partout. Je pense aux élus locaux, aux maires, à tous les syndicalistes et collectifs engagés pour des transformations sociales, féministes et écologiques. Car chaque jour ils voient se creuser ce fossé qui bride leur action. En ce sens, je ne vois aucune contradiction entre notre présence à l'élection présidentielle et l'affirmation de notre volonté de sortir de la présidentialisation. Au contraire, cette affirmation doit être un axe et un acte majeurs de notre campagne.

Dany Blasco – Lot-et-Garonne – *Non communiquée*

Frédéric Boccara – Hauts-de-Seine – *Non communiquée*

Mahama Compaoré – Calvados – *Non communiquée*

Emmanuel Dang Tran – Paris – *Non communiquée*

Françoise Brefort – Isère

En Isère, nous avons tenu notre Conseil départemental cette semaine et avons décidé deux choses : une motion adoptée à l'unanimité pour l'entrée en campagne des législatives, en abordant de front les deux élections de 2022. Nous avons acté la création d'un comité de campagne départemental en désignant d'ores et déjà deux camarades pour son animation. Le calendrier adopté peut paraître serré : AG fédérale de rentrée fin août avec le bilan à froid de la séquence électorale que nous venons de vivre et lancer celle qui s'avance. AG de circonscription en septembre pour une désignation des chef·fes de file en octobre.

Nous avons dix circonscriptions en Isère : une seule a pu être sauvée par la gauche en 2017 : la 4ème avec la députée PS Marie-Noëlle BATTISTEL ; les autres étant partagées par la droite et la LREM.

Dix circonscriptions, cela va faciliter le calcul pour la parité pour les chef-fes de file : cinq femmes, cinq hommes.

Nous aurons une attention particulière sur la 2ème circonscription, avec l'objectif de la regagner. Elle regroupe les deux plus grandes villes du département après Grenoble, et sont dirigées par des maires communistes. Gagnée en 1993, nous l'avons perdue en 2007 après un duel fratricide que nous n'avons pu empêcher.

Mener les deux campagnes de front et travailler au pacte d'engagements communs vont donc nous mobiliser dès à présent. La forte abstention chez les jeunes et dans le monde du travail confirme que notre secrétaire national tape dans le mille dès sa première adresse et que nous ne sommes pas dans l'erreur dans les axes de bataille.

Décliner un projet national en propositions locales, à élaborer collectivement, cela va nécessiter de multiples rencontres et contacts et d'innover dans les espaces de débats et de construction pour ne pas retomber dans les écueils que nous avons pu connaître avec les Collectifs Anti-Libéraux par exemple.

J'en viens à la deuxième décision prise à notre Conseil départemental.

Nos chef-fes de file feront de la citoyenneté de résidence et du droit de vote des résidents étrangers à toutes les élections une de leurs priorités. Cette bataille était dans notre texte du 36ème congrès en 2013, mais a disparu ensuite.

Nous avons commencé à travailler avec le Collectif national J'y J'y vote, et avons déjà acté une première initiative sous forme de votation citoyenne lors de notre fête fédérale.

Des contacts vont être pris pour qu'à la Fête de l'Huma, une place soit faite pour cette votation.

Même si le résultat de cette votation peut être connu à l'avance, en parler et communiquer mettra en lumière ce manque cruel et honteux de démocratie pour tant de femmes et d'hommes qui vivent ici.

On pourrait imaginer que cette question du droit de vote fasse l'objet d'un atelier lors de nos Universités d'été à Aix-Marseille.

Nous pensons que ce devrait être une question à porter dans notre campagne présidentielle.

Nous reprendrions alors le flambeau laissé par tous ceux qui l'avaient pourtant promis.

Annie Lévi-Cyferman – Meurthe-et-Moselle

Cette fois nous voici au pied du mur .

Nous avons décidé au 38ème congrès de redevenir visibles et audibles en présentant une candidature communiste. Ce choix a été validé largement par l'ensemble des communistes, très majoritairement. Fabien porte donc dans le débat public nos propositions spécifiques et révolutionnaires, en rupture avec le capital. Tous les communistes, doivent être mobilisés pour porter collectivement notre candidat et alimenter ses propositions.

Quand j'entends des critiques concernant des réponses de Fabien à des interviews, sur les thèmes de la sécurité ou de l'immigration, j'ai l'impression que certains, qui n'avaient pas opté pour le choix de cette candidature, cherchent à instrumentaliser ces thématiques, pour gêner Fabien.

Sur la sécurité et la justice, je me suis expliqué lors du dernier conseil national.

En ce qui concerne l'immigration, il faut rappeler que l'interview est souvent un exercice très difficile. Fabien a immédiatement fait une conférence de presse pour clarifier sa position. Je précise qu'on lui a reproché à tort de s'opposer à un texte national sur l'immigration. C'est faux

Ce texte, élargit le socle des demandeurs d'asile, mais ne dit rien sur les déboulés .

Au contraire, je me félicite que les questions sociales, d'emploi, de pouvoir d'achat, d'utilisation de l'argent, celles portées notamment par nos économistes soient au cœur de la campagne de Fabien .

Bien sûr les argumentaires et thématiques, devront être collectivement enrichis par l'ensemble des communistes et par les commissions. Cette candidature est d'autant plus importante qu'elle intervient , après les élections régionales et départementales qui nous donnent une fenêtre politique .

Le clivage droite gauche est rétabli . Le scénario qu'on nous disait joué d'avance (duel RN - Macron) est ébranlé. Les populismes de tous bords, ceux qui remettaient en doute l'opposition droite gauche et la lutte des classes, sortent moins forts de ces élections. Il apparaît que le rassemblement (voir Île-de-France) ne fait pas progresser la gauche.

Au contraire le PCF sort globalement renforcé, malgré l'échec symbolique du Val-de-Marne. (J'approuve le rapport de Pierre Lacaze qui détaille ces résultats).

Sur les régionales, je partage la position d'Evelyne Ternant sur la nécessité de plus de contenus, qui avaient pourtant été proposés par le groupe de travail et la nécessité de réactiver ce groupe et de constituer un réseau entre les élu·e·s régionales·aux.

Dans ce contexte politique et après une pandémie qui constitue une aggravation de la crise économique, sanitaire et sociale, la voix forte de notre parti peut plus que jamais être entendue.

Ce défi historique, notre parti, à travers son candidat, a l'obligation de le relever.

Pour l'avenir de notre parti, mais surtout pour permettre de convaincre -idées et propositions que nous sommes les seuls à proposer, pour une véritable alternative au système capitaliste.

Je suis également en accord avec les premières propositions de campagne de Ian. J'aurais toutefois préféré que Fred et Evelyne soient à part entière dans le comité de campagne. Je souhaiterais que la thématique des libertés, dans le contexte de l'état d'urgence qui a notamment affaibli le rôle du Parlement, alors que des décisions importantes sanitaires ont été prises par le Président seul, dans le cadre d'un conseil de défense, soit mieux prise en compte dans cette campagne. La question d'un autre type de pouvoir peut se poser. D'autant plus que plusieurs lois adoptées récemment, marquent également un affaiblissement des libertés.

Pierre Dharéville - Bouches-du-Rhône – *Non communiquée*

Isabelle Goitia – Hauts-de-Seine – *Non communiquée*

Pierre Lacaze – Haute-Garonne – *Non communiquée*

Eric Cadoré – Gers – *Non communiquée*

Jean-Marc Durand – Drôme – *Non communiquée*

On est en campagne. Il n'y a plus à s'interroger si on aura un candidat ou pas, on l'a et on y va !

Sur fond d'une situation économique et politique qui se dégrade et qui recèle de multiples dangers, la candidature communiste doit constituer un repère pour toutes celles et ceux qui veulent s'en sortir et qui cherchent d'autres issues que celles que leur proposent à des degrés divers les représentants du monde capitaliste. Et dans cette perspective il y a une vraie fenêtre de tir pour le PCF et son candidat.

Alors que 80% de la population française s'appauvrit, alors que sur le plan de l'emploi, les procédés de fermetures d'entreprises se radicalisent, il y a besoin d'une offre politique nouvelle offrant une perspective de transformation radicale et réaliste. Le PCF peut apporter des réponses en ce sens avec ses propositions constitutives d'un projet de société alternatif. De ce point de vue, notre campagne pour l'emploi, sa préparation marquée par une préparation dans tous les départements et d'importantes initiatives d'abord en octobre puis en novembre avec une manifestation nationale, peut constituer un événement très important. Elle peut être le moyen de nous identifier vraiment comme force de progrès porteuse d'une alternative crédible et rassembleuse. Avec nos contenus novateurs, avec la Sécurité Emploi Formation, nous pouvons retisser des liens très forts avec les milieux populaires et la jeunesse. Avec cette campagne, on peut faire basculer celle de notre candidat dans une autre dimension aiguisant le regard et l'intérêt des citoyen·ne·s pour le vote communiste.

Il nous est par ailleurs proposé ici un organigramme d'animation de la campagne. C'est bien mais l'essentiel est de faire en sorte que toutes les instances de direction du parti, CEN, CN, et au-delà

les secrétaires départementaux et départementales avec toutes et tous les communistes s'impliquent dans cette campagne pour créer la dynamique nécessaire à la réalisation du meilleur résultat pour notre candidat à la présidentielle mais aussi pour faire élire le plus possible de député·e·s communistes.

Notre ambition est de représenter le monde du travail mais il nous faut bien voir que c'est l'ensemble du salariat auquel nous devons nous adresser et cela dans sa double nature de travailleur et de citoyen. C'est important pour montrer et travailler le lien qui existe en permanence entre le social et le sociétal. C'est vraiment pourquoi nous avons besoin de mettre toutes et tous les communistes dans le coup. A ce propos ne serait-il pas nécessaire d'installer sur le terrain au plus près des militant·e·s et des gens des comités locaux d'animation de la campagne, qui pourraient trouver ensuite leur expression dans une réunion nationale des animateurs de section permettant de travailler et de s'approprier notre projet politique.

Fabien Roussel – Nord – *Non communiquée*